Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
7 VIII 1957
Transmis à la coordination(1)
Overgemaakt aan de H.

R. L.5596/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 22 janvier 1957, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 1er juillet 1937, portant les statuts de la Caisse des ouvriers de l'Etat", a donné le 8 avril 1957 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 22e januari 1957 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juli 1937 houdende de statuten van de Rijkswerkliedenkas", heeft de 8e april 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet soumis au Conseil d'Etat a pour objets :

1° de mettre les statuts de la Caisse en concordance avec les lois des 14 juillet 1951 et 2 août 1955 portant péréquation des pensions de retraite et de survie (articles 2, 3 et 4 du projet);

2° de régler l'octroi de pensions de survie aux ayants droit d'agents commissionnés qui sont devenus ouvriers (articles 1er, 5 et 6 du projet);

3° de supprimer le plafond de la pension accordée aux enfants majeurs infirmes et le contrôle de leurs ressources (articles 7, 8, 9 et 10).

Le projet est examiné dans cet ordre.

Il soulève les observations suivantes :

I. Préambule :

Il n'y a pas lieu de viser, parmi les arrêtés modificatifs de l'arrêté royal du 1er juillet 1937, les arrêtés des 20 octobre 1937 et 25 novembre 1945 qui ont été expressément abrogés par l'arrêté royal du 19 mars 1952.

Par contre, l'arrêté royal n°254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé, modifié par la loi du 14 juillet 1951, et l'arrêté royal n°255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie, modifié par les lois des 25 août 1947 et 14 juillet 1951, devraient être mentionnés dans le préambule.

.../...

En effet, lorsqu'il y a eu à la fois des services prestés comme ouvrier et des services pour lesquels l'agent a contribué au profit du Trésor public, ces deux arrêtés devront être mis en oeuvre pour déterminer le montant de la pension à charge de la Caisse .

II. Exécution des lois portant péréquation des pensions de retraite et de survie.

Article 2.

En vertu de cet article, les mots "prévues par l'article 50" remplaceront le texte suivant : "accordées par la loi du 12 mars 1923, telle qu'elle est modifiée par la loi du 18 mai 1929, ainsi que par les arrêtés ayant force de loi du 31 mai et du 14 août 1933".

Cette mise en concordance est la conséquence des modifications contenues dans l'article 4 du projet.

Article 3.

L'article 42 des statuts de la Caisse (arrêté royal du 1er juillet 1937) a pour but d'établir l'insaisissabilité et l'incessibilité des pensions et secours dont bénéficient les ouvriers de l'Etat et les ouvriers des établissements publics autonomes et des régies.

.../...

L'article 45 de la loi du 21 juillet 1844, modifié par la loi du 2 août 1955, prévoit déjà l'insaisissabilité et l'incessibilité des pensions. Cette disposition est applicable aux ouvriers de l'Etat qui bénéficient d'une nomination régulière et définitive à un emploi d'administration générale (Cour d'appel Bruxelles, 4 mai 1935, Pas. 1935, II, 117). Elle est également applicable aux ouvriers des établissements publics autonomes et des régies en vertu de l'article 1er de l'arrêté royal n°117 du 27 février 1935.

Le nouvel article 42,introduit par l'article 3 du projet,ne reproduit pas textuellement le texte légal.

En premier lieu, il vise à étendre la règle aux "secours" distribués par la Caisse. Cette extension est sans utilité juridique à l'égard de sommes que la Caisse attribue à titre gratuit puisque les bénéficiaires éventuels de celles-ci ne possèdent pas de droit à ces sommes. Faute de créance, il ne saurait y avoir de cession ou de saisie.

En second lieu, l'article dispose que le cinquième de la pension qui n'est saisissable et cessible que pour dette envers le Trésor public, les provinces et les communes, pourra l'être également pour dette envers "les établissements publics et les régies visés par l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935".

Cette extension de la dérogation légale aux principes de la saisissabilité et de la cessibilité des créances est en contradiction avec l'article 45 de la loi du 21 juillet 1844, dont la rédaction restrictive ne laisse pas de place à l'exercice du pouvoir que le Roi puiserait sinon dans l'article 580 du Code de procédure civile. L'objet du projet sur ce point ne peut être atteint que par une intervention du législateur.

Le projet de loi modifiant la loi du 21 ventôse de l'an IX déterminant la portion saisissable sur les traitements des fonctionnaires publics et des employés civils et la loi du 18 août 1887 relative à l'incessibilité et à l'insaisissabilité des salaires des ouvriers, actuellement pendant au Sénat (Sess. 55/56, Doc. n°339), fournit au Gouvernement l'occasion de provoquer l'extension qu'il souhaite de la dérogation aux principes de la saisissabilité et la cessibilité, mais aussi le règlement par un texte unique et clair de cette dérogation dans toute son étendue de manière à mettre un terme aux difficultés qu'elle soulève en ce qui concerne la Caisse des ouvriers de l'Etat.

Article 4.

Dans deux nouveaux articles 50 et 51, destinés à prendre place dans l'arrêté royal du 1er juillet 1937, le projet reproduit,en les adaptant, les articles 22, 23, §§ 1er et 2, 24 et 25 de la loi du 2 août 1955. Ces articles figurent dans un chapitre III de la loi, sous l'intitulé suivant : "Dispositions relatives à la supputation des services coloniaux pour le calcul des pensions métropolitaines". Ils sont rendus applicables aux pensions servies par la Caisse des ouvriers de l'Etat, par les articles 1er et 21 de cette loi.

Bien qu'il ne s'indique pas d'introduire des dispositions légales dans un texte de portée réglementaire, le procédé peut être toléré dans l'arrêté royal du 1er juillet 1937 qui contient, à cela près, toutes les

.../...

dispositions nécessaires au calcul des pensions des ouvriers. Toutefois, il conviendrait que des notes de bas de page indiquent l'origine des textes légaux.

L'article 50 du projet est fort long et se divise en A, B et C. Pour suivre de plus près la répartition des textes telle qu'elle figure dans la loi, il serait préférable de scinder l'article 50 en trois articles : 50, 50bis et 50ter.

Le texte légal a été reproduit avec quelques altérations qui devraient être corrigées :

A l'article 50, A, il faut subdiviser en 1°, 2°, 3°, 4° et 5°.

A l'article 50, A, 5°, il faut écrire : "Ministre des Colonies".

L'article 50, B, § 1er, alinéa 2, doit débuter par les mots : "Toutefois, ne bénéficient pas ... ".

III. Modification du calcul des pensions de survie.

Dans le régime actuel, les ayants droit des ouvriers devenus agents commissionnés obtiennent une pension de survie qui tient compte de tous les services prestés, bien qu'au moment du décès, le défunt ne participait plus à la Caisse des ouvriers.

Le projet tend à appliquer un régime analogue aux agents commissionnés qui sont devenus ouvriers.

.../...

Article 1er.

Le texte actuel de l'article 1er, 2°, de l'arrêté royal du 1er juillet 1937 est le suivant :

"L'institution a pour but :

1° ...

2° d'accorder des pensions de survie aux veuves et enfants des ouvriers".

On y ajoute : "pour leurs services comme ouvriers ou pour ces services combinés avec ceux d'agents commissionnés".

Selon le fonctionnaire délégué, on entend par "agent commissionné" tout agent qui a bénéficié d'une nomination en application de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

L'expression est impropre, mais le Conseil d'Etat se voit dans l'obligation de la maintenir pour ne pas détruire l'harmonie de la terminologie utilisée par l'arrêté royal du 1er juillet 1937.

Article 5.

Les pensions se répartissant en proportion du temps de service, il serait plus exact d'employer à l'article 53, 1°, de l'arrêté de 1937, les mots :"quotités de pensions" plutôt que "compléments de pensions".

.../...

Article 6.

L'article 82 A actuel règle le cas des ayants droit de ceux qui ont été successivement ouvriers et agents commissionnés. Ils ont droit à une pension à charge de la Caisse des ouvriers et le texte prévoit deux hypothèses : si les services du défunt comme agent commissionné ne permettent pas à sa veuve d'obtenir une pension à charge du Trésor public, la pension à charge de la Caisse des ouvriers sera calculée en tenant compte non seulement de la durée de la participation à la Caisse des ouvriers, mais aussi du temps pendant lequel le défunt a contribué au profit du Trésor. Il y aura donc une seule pension calculée sur l'ensemble des services. Mais pour l'autre hypothèse, qui est la première prévue par l'article 82, le texte prévoit que la veuve et les orphelins ont droit à la pension à charge de la Caisse "pour la durée de la participation du défunt à la Caisse des ouvriers , s'ils ont droit à une pension à charge du Trésor, en exécution des arrêtés royaux n° 254 et 255 du 12 mars 1936". Ce texte semble indiquer qu'en pareil cas les intéressés toucheront deux pensions calculées indépendamment l'une de l'autre ce qui, dans de nombreux cas, aboutirait à des solutions inéquitables : la veuve d'un affilié qui a été ouvrier pendant un an et agent commissionné pendant un an pourrait toucher le double de ce qu'elle aurait obtenu si son mari avait accompli les deux ans dans une seule fonction. Telle n'est pas la pratique : en fait, l'Etat paie la pension calculée selon les textes légaux et la Caisse des ouvriers verse éventuellement une pension complémentaire afin que les intéressés obtiennent la même somme que si les temps de service avaient été additionnés.

.../...

Cette façon de procéder est conforme à l'équité mais ou doit constater qu'elle ne correspond pas au texte.

Le projet a pour but de maintenir le système actuel et de l'étendre au cas où un agent commissionné devient ultérieurement ouvrier, mais le texte proposé a le même défaut que le texte actuel : il ne correspond pas aux intentions du Gouvernement. Il devrait être modifié.

Ainsi qu'il a été dit ci-avant, l'ayant droit qui ne peut obtenir de pension à charge du Trésor public recevra de la Caisse une pension calculée sur les temps de service additionnés.

L'article 83 prévoit, dans ce cas, que "les compléments de pension ... sont remboursés annuellement à la Caisse des ouvriers de l'Etat par des subsides accordés par le Gouvernement".

L'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins du personnel de l'Etat et du personnel assimilé, a fixé les conditions à remplir pour obtenir une pension de survie à charge du Trésor public. L'article 82 tend à octroyer un complément de pension pour des prestations que le législateur n'a pas voulu prendre en considération.

En tant que l'article 83 aurait pour but d'obliger l'Etat à rembourser à la Caisse les compléments de pension, il aboutirait à faire indirectement par voie réglementaire ce que le législateur s'est refusé à faire, procédé qui n'est pas compatible avec l'article 114 de la Constitution.

.../...

Pour que les articles 82 et 83 puissent couvrir la pratique administrative et échapper à la critique de légalité formulée ci-dessus, il conviendrait qu'ils soient rédigés comme suit :

"Article 82.-

La veuve et les orphelins d'un ancien ouvrier devenu agent commissionné admis au bénéfice du régime des pensions établi par les arrêtés royaux n°254 et n° 255 du 12 mars 1936 ou,inversement,la veuve et les orphelins d'un ancien agent commissionné devenu ouvrier admis au régime des pensions établi par l'arrêté royal du 1er juillet 1937 ont droit aux conditions prévues au présent chapitre , à une pension pour la durée de leur participation à la Caisse des ouvriers de l'Etat augmentée du temps pendant lequel le défunt a contribué au profit du Trésor public, sans qu'il soit fait de distinction entre les services admissibles.

La pension versée par la Caisse est réduite du montant de la pension à laquelle les ayants droit peuvent prétendre à charge du Trésor public, en exécution des arrêtés royaux n^{os} 254 et 255 du 12 mars 1936.

Article 83.-

Un subside compensant les quotités de pension versées par la Caisse des ouvriers pour le temps pendant lequel le défunt a contribué au profit du Trésor public est pétitionné au budget de l'Etat".

.../...

IV. Pensions de survie aux orphelins majeurs infirmes

Articles 7 à 10.

Le projet vise à accorder aux orphelins de plus de 18 ans qui sont, par suite de démence, d'idiotie ou d'infirmité, dans l'impossibilité de pourvoir à leur subsistance, une pension d'orphelin qui ne sera plus limitée par le plafond actuellement prévu de 22.680 francs et qui ne dépendra plus des ressources personnelles de l'orphelin.

Ces pensions sont prélevées sur la masse indivise des retenues de 6 p.c. opérées sur les salaires. A ce titre, elles ne sont pas à charge du Trésor public et peuvent donc être établies dans les mêmes formes que celles qui ont présidé à l'organisation de la Caisse, c'est-à-dire par arrêté royal.

Les articles 7, 8, 9 et 10 du projet s'inspirent des arrêtés royaux des 11 décembre 1956 et 2 février 1957, mais présentent avec ceux-ci des divergences de texte qui devraient disparaître.

V. Observations finales.

1. L'arrêté royal du 1er juillet 1937 a déjà subi de nombreuses modifications et le projet actuel en prévoit encore de nouvelles. Si l'intention du Gouvernement est de maintenir dans l'avenir un régime distinct

.../...

pour les ayants droit des ouvriers, il serait opportun de coordonner ces diverses dispositions.

Le préambule devrait être complété par une référence à l'article 45 de la loi du 21 juillet 1844 sur la comptabilité de l'Etat, modifié par la loi du 2 août 1955, ainsi que par une référence à l'arrêté royal n°117 du 27 février 1935 établissant le statut des pensions du personnel des établissements publics autonomes et des régies institués par l'Etat.

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp heeft tot doel,:

1° de statuten van de Kas in overeenstemming te brengen met de wetten van 14 juli 1951 en 2 augustus 1955 betreffende de perekwatie der rust- en overlevingspensioenen (artikelen 2, 3 en 4 van het ontwerp) ;

2° de toekenning te regelen van overlevingspensioenen aan rechtverkrijgenden van gecommissioneerde personeelsleden die werkman zijn geworden (artikelen 1, 5 en 6 van het ontwerp) ;

3° het maximum van het aan gebrekkige meerderjarige kinderen toegekende pensioen en de controle op dezer inkomsten af te schaffen (artikelen 7, 8, 9 en 10).

Het ontwerp wordt hier in deze volgorde onderzocht.

De volgende opmerkingen zijn er bij te maken :

I. Aanhef :

Onder de besluiten die het koninklijk besluit van 1 juli 1937 hebben gewijzigd, hoeft niet te worden verwezen naar de besluiten van 20 oktober 1937 en 25 november 1945, die uitdrukkelijk zijn opgeheven door het koninklijk besluit van 19 maart 1952.

... /...

Daarentegen moeten in de aanhef wel worden vermeld : het koninklijk besluit nr 254 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk staatspersoneel en het daarmede gelijkgesteld personeel, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1951, en ook het koninklijk besluit nr 255 van 12 maart 1936 tot eenmaking van het pensioenenregime voor de weduwen en wezen der leden van het leger en van de rijkswacht, gewijzigd bij de wetten van 25 augustus 1947 en 14 juli 1951. Wanneer er immers tegelijk diensten zijn die als werkman zijn verricht en diensten waarvoor het personeelslid ten behoeve van de Schatkist heeft bijgedragen, behoren deze beide besluiten te worden toegepast voor de berekening van het bedrag van het pensioen dat ten bezware van de Kas komt.

II. Uitvoering van de wetten tot perekwatie van de rust- en overlevingspensioenen.

Artikel 2.

Krachtens dit artikel komen de woorden "de bij artikel 50 voorziene" in de plaats van de volgende tekst : "toegestaan bij de wet van 12 maart 1923, zoals deze gewijzigd is bij de wet van 18 mei 1929, alsmede bij de besluiten van 31 mei en 14 augustus 1933, welke besluiten kracht van wet hebben".

De in artikel 4 van het ontwerp vervatte wijzigingen maken deze aanpassing nodig.

.../...

Artikel 3.

Artikel 42 van de statuten van de Kas (koninklijk besluit van 1 juli 1937) voert de onvatbaarheid voor beslag en overdracht in ten aanzien van pensioenen en hulpgelden van rijkswerklieden en werklieden van zelfstandige openbare instellingen en regieën.

Het door de wet van 2 augustus 1955 gewijzigde artikel 45 van de wet van 21 juli 1844 stelt reeds, dat pensioenen onvatbaar zijn voor beslag en overdracht. Deze bepaling geldt voor rijkswerklieden die regelmatig en vast benoemd zijn in een betrekking van algemeen bestuur (Hof van beroep Brussel, 4 mei 1935, Pas. 1935, II, 117). Krachtens artikel 1 van het koninklijk besluit nr 117 van 27 februari 1935 vindt zij ook toepassing op werklieden van zelfstandige openbare instellingen en regieën.

Het nieuwe door artikel 3 van het ontwerp ingevoerde artikel 42 neemt de tekst van de wet niet letterlijk over.

In de eerste plaats bedoelt het de regel te verruimen tot de door de Kas uitgedeelde "hulpgelden". Juridisch heeft deze verruiming geen nut ten aanzien van bedragen die de Kas kosteloos toekent, want de eventuele begunstigden hebben daarop geen recht. Waar geen schuldvordering is, kan ook geen beslag of overdracht zijn.

.../...

In de tweede plaats zegt het artikel dat het vijfde van het pensioen, dat alleen wegens schuld tegenover de Openbare Schatkist, de provinciën en de gemeenten vatbaar is voor beslag en overdracht, dit ook zal kunnen zijn wegens schulden tegenover "de bij het koninklijk besluit nr 117 van 27 februari 1935 bedoelde zelfstandige openbare instellingen en regieën".

Deze verruiming van de wettelijke afwijking van de beginselen inzake vatbaarheid voor beslag en overdracht van schuldvorderingen druist in tegen artikel 45 van de wet van 21 juli 1844, waarvan de beperkende formulering geen ruimte laat voor de uitoefening van de bevoegdheid, welke de Koning anders aan artikel 580 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering ontleent. Dit oogmerk van het ontwerp kan alleen door het optreden van de wetgever worden bereikt.

Het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 21 ventôse jaar IX, houdende vaststelling van het beslagbaar gedeelte van de wedden der openbare ambtenaren en burgerlijke bedienden, en van de wet van 18 augustus 1887 betreffende de onoverdraagbaarheid en de onbeslagbaarheid van de arbeiderslonen, dat thans bij de Senaat aanhangig is (zitt. 55/56, Doc.nr 339), kan voor de Regering een gelegenheid zijn om de gewenste verruiming te geven aan de afwijking van de beginselen inzake vatbaarheid voor beslag en overdracht, maar ook om deze afwijking in haar volle omvang, in één enkele, heldere tekst te regelen, zodat een eind wordt gemaakt aan de moeilijkheden die daaraan ten aanzien van de Rijkswerkliedenkas verbonden zijn.

.../...

Artikel 4.

In twee nieuwe artikelen 50 en 51, in te voegen in het koninklijk besluit van 1 juli 1937, neemt het ontwerp met enige aanpassingen de artikelen 22, 23, §§ 1 en 2, 24 en 25 over uit de wet van 2 augustus 1955. Deze artikelen komen voor onder een hoofdstuk III van de wet, getiteld : "Bepalingen betreffende het aanrekenen van koloniale diensten voor de moederlandse pensioenen". Ze zijn door de artikelen 1 en 21 van die wet toepasselijk verklaard op de pensioenen, die de Rijkswerkliedenkas uitkeert.

Al is het niet aangewezen wetsbepalingen in een verordenende tekst op te nemen, het procédé kan toch worden geduld in het koninklijk besluit van 1 januari 1937 dat, op dit punt na, alle voorzieningen bevat die nodig zijn voor de berekening van werkliedenpensioenen. Voetnoten zouden echter de herkomst van de wetsteksten moeten aangeven.

Artikel 50 van het ontwerp is zeer lang en onderverdeeld in A, B en C. Om nauwer aan te sluiten bij de tekstindeling van de wet, ware het beter artikel 50 in drie artikelen, namelijk 50, 50bis en 50ter, te splitsen.

De tekst van de wet is bij het overnemen enigszins veranderd ; hij behoort te worden hersteld :

.../...

In artikel 50, A, moet de tekst worden onderverdeeld in 1°, 2°, 3°, 4° en 5°.

In artikel 50, A, 5°, leze men in de Franse tekst : "Ministre des Colonies".

In artikel 50, B, § 1, tweede lid, moet de Franse tekst aanvangen met de woorden "Toutefois, ne bénéficient pas ...".

III. Wijziging in de berekening van overlevingspensioenen.

Onder de huidige regeling genieten de rechtverkrijgenden van werklieden die gecommissioneerde personeelsleden zijn geworden, een overlevingspensioen dat met alle verrichte diensten rekening houdt, zelfs al droeg de afgestorvene bij zijn overlijden niet meer bij in de Werkliedenkas.

Het ontwerp past een soortgelijke regeling toe op gecommissioneerde personeelsleden die werkman zijn geworden.

Artikel 1.

De huidige tekst van artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 1 juli 1937 is :

"De instelling heeft ten doel :

1° ...

.../...

2° overlevingspensioenen te verlenen aan weduwen en kinderen der werklieden ".

Daaraan wordt toegevoegd : "Voor hun diensten als werkman of voor deze diensten samengevoegd met deze van gecommissioneerde".

Volgens de gemachtigde ambtenaar wordt onder "gecommissioneerde" verstaan ieder personeelslid dat benoemd is bij toepassing van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel.

De Raad van State ziet zich genoodzaakt deze ongelukkig gekozen term te behouden om de overeenstemming met de terminologie van het koninklijk besluit van 1 juli 1937 niet te ontwrichten.

Artikel 5.

Aangezien de pensioenen worden omgeslagen in verhouding tot de duur van de dienst, ware het juister in artikel 53, 1°, van het besluit van 1937 te spreken van "pensioenkwotiteiten" dan van "pensioenaanvullingen".

.../...

Artikel 6.

Het huidige artikel 82 A regelt het geval van de rechtverkrijgenden van hen die achtereenvolgens werkman en gecommissioneerd personeelslid zijn geweest. Zij hebben recht op een pensioen ten bezware van de Rijkswerkliedenkas en de tekst geeft twee hypothesen : zijn de diensten van de afgestorvene als gecommissioneerd personeelslid niet zo, dat zijn weduwe een pensioen ten bezware van de Schatkist kan verkrijgen, dan wordt het pensioen ten bezware van de Werkliedenkas berekend niet alleen volgens de duur van de bijdrage in de Werkliedenkas, maar ook volgens de tijd gedurende welke de afgestorvene ten behoeve van de Schatkist heeft bijgedragen. Er zal dus één pensioen zijn, berekend op de gezamenlijke diensten. Voor de andere hypothese echter, die in artikel 82 als eerste voorkomt, zegt de tekst dat de weduwe en de wezen recht hebben op het pensioen ten laste van de Kas "voor de duur dat de overledene in de Werkliedenkas heeft bijgedragen, zo zij, ter uitvoering van de koninklijke besluiten nummers 254 en 255 van 12 maart 1936, recht hebben op een pensioen ten laste van de Schatkist". Deze tekst schijnt erop te wijzen, dat de belanghebbenden in zodanig geval twee, los van elkaar berekende pensioenen zullen trekken, wat in tal van gevallen tot onbillijke resultaten zal leiden : de weduwe van de aangeslotene die een jaar werkman en een jaar gecommissioneerd is geweest, zal tweemaal zoveel kunnen trekken dan indien haar man twee jaar in een zelfde betrekking werkzaam was geweest. De praktijk is anders : in feite betaalt de Staat het pensioen, berekend volgens de wettelijke teksten, en stort de Werkliedenkas eventueel een aanvullend pensioen, opdat de belanghebbenden hetzelfde bedrag krijgen als indien de duur van de dienst was samengerekend.

.../...

Met de billijkheid stemt deze werkwijze wel overeen, maar niet met de tekst.

De bedoeling van het ontwerp is de huidige regeling in stand te houden en ze ook toe te passen op het geval van een gecommissioneerde, die naderhand werkman wordt ; de voorgestelde tekst heeft echter hetzelfde gebrek als de huidige, namelijk niet te beantwoorden aan de bedoelingen van de Regering. Daarom moet hij worden gewijzigd.

Zoals zoëven is gezegd, zal de rechtverkrijgende, die geen pensioen ten laste van de Schatkist kan krijgen, van de Kas een pensioen ontvangen dat op de samengetelde diensttijd berekend wordt.

Artikel 83 zegt in dit geval : "de bijpensioenen ... worden jaarlijks aan de Werkliedenkas terugbetaald bij subsidies die door de Regering ... toegekend worden".

Het koninklijk besluit nr 254 van 12 maart 1936, waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk Staatspersoneel en het daarmede gelijkgesteld personeel, heeft de voorwaarden gesteld voor het verkrijgen van een overlevingspensioen ten laste van de Schatkist. Artikel 82 strekt ertoe een aanvullend pensioen te verlenen voor prestaties die de wetgever niet in aanmerking heeft willen nemen.

Voorzover artikel 83 de Staat zou willen verplichten de aanvullende pensioenen aan de Kas terug te betalen, zou het op zijdelingse wijze door een

.../...

verordenende tekst datgene doen wat de wetgever niet gewild heeft, en zulk een procédé is niet overeen te brengen met artikel 114 van de Grondwet.

Om de bestuurspraktijk te bestrijken en ook om aan de hierboven uitgebrachte wettigheidskritiek te ontkomen, zouden de artikelen 82 en 83 als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 82.-

De weduwe en de wezen van een gewezen werkman die gecommissioneerd personeelslid is geworden en in aanmerking is gekomen voor de pensioenregeling ingevoerd door de koninklijke besluiten nr 254 en nr 255 van 12 maart 1936, of, omgekeerd, de weduwe en de wezen van een gewezen gecommissioneerd personeelslid die werkman is geworden en in aanmerking is gekomen voor de pensioenregeling ingevoerd door het koninklijk besluit van 1 juli 1937, hebben, onder de in dit hoofdstuk gestelde voorwaarden, recht op een pensioen voor de duur van hun bijdrage in de Rijkswerkliedenkas, vermeerderd met de tijd gedurende welke de afgestorvene ten behoeve van de Openbare Schatkist heeft bijgedragen, zonder enig onderscheid tussen de in aanmerking komende diensten.

Het door de Kas gestorte pensioen wordt verminderd met het bedrag van het pensioen waarop de rechtverkrijgenden ter uitvoering van de koninklijke besluiten nummers 254 en 255 van 12 maart 1936 ten laste van de Openbare Schatkist aanspraak kunnen maken.

.../...

Artikel 83.-

Op 's Rijks begroting wordt een toelage gevorderd ter vergoeding van de pensioenkwotiteiten die de Werkliedenkas heeft gestort voor de tijd gedurende welke de afgestorvene ten behoeve van de Openbare Schatkist heeft bijgedragen".

IV. Overlevingspensioenen voor gebrekkige meerderjarige wezen.

Artikelen 7 tot 10.

Het ontwerp verleent aan wezen boven achttien jaar die ingevolge krankzinnigheid, zwakzinnigheid of gebrekkelijkheid in de onmogelijkheid verkeren in hun onderhoud te voorzien, een wezenpensioen dat niet langer beperkt is tot het huidige plafond van 22.680 frank en dat niet meer afhankelijk zal zijn van de persoonlijke inkomsten van de wezen.

Deze pensioenen worden geheven op de onverdeelde massa van de 6 t.h. inhoudingen op de lonen. Als zodanig komen zij niet ten bezware van de Openbare Schatkist en kunnen zij dus in dezelfde vorm worden vastgesteld als het geval is geweest voor de organisatie van de Kas, dit is bij koninklijk besluit.

.../...

De artikelen 7, 8, 9 en 10 van het ontwerp volgen, op enige tekstverschillen na, die trouwens dienen te verdwijnen, de koninklijke besluiten van 11 december 1956 en 2 februari 1957.

V. Slotopmerkingen.

Het koninklijk besluit van 1 juli 1937 heeft reeds tal van wijzigingen ondergaan en wordt door het onderhavige ontwerp nog opnieuw gewijzigd. Mocht de Regering voornemens zijn een afzonderlijke regeling voor rechtverkrijgenden van werklieden in de toekomst te behouden, dan zouden al deze bepalingen gecoördineerd moeten worden.

De aanhef behoort te worden aangevuld met een verwijzing naar artikel 45 van de wet van 21 juli 1844 op de Staatscomptabiliteit, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 1955, en met een verwijzing naar het koninklijk besluit nr 117 van 27 februari 1935 tot vaststelling van het statuut der pensioenen van het personeel der zelfstandige openbare inrichtingen en der regieën ingesteld door de Staat.

---

a chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
essieurs :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
e Heren :		raadsheer van State,	voorzitter
	G.HOLOYE,	conseillers d'Etat,	
	G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	L.FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation,	
	J.LIMPENS,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	J.COOLEN,	greffier adjoint,	greffier
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. G.PIQUET, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.PIQUET, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J.COOLEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F.LEPAGE.